

# La civic tech au secours de la démocratie

ADIL EL MADANI

Économiste

**P**rès d'un Belge sur cinq ne s'est pas présenté aux urnes ou a voté blanc lors des dernières élections communales. Moins de 5% des Belges sont aujourd'hui membres d'un parti politique. La participation politique en Belgique est la plus basse d'Europe et est classée au même niveau que celle de la Russie selon l'index démocratique de The Economist.

Notre démocratie représentative semble donc être en perte de souffle, causant la montée des discours populistes et une perte de confiance envers les acteurs politiques. Dans ce contexte, la popularité grimpanche de la civic tech offre une lueur d'espoir car elle peut représenter une réponse efficace et positive aux distorsions de notre système démocratique actuel.

## Effets «bandwagon» et «underdog»

L'électeur n'a pas une image épurée des candidats politiques mais une image qui est le fruit d'une construction généralement passive. Il les observe en effet au travers d'un prisme tel que la télévision et les réseaux sociaux. Sans tomber dans un déterminisme absolu, il convient de souligner que les électeurs possèdent des caractéristiques comportementales pouvant être utilisées à mauvais escient ou pouvant simplement induire un biais dans le choix de vote.

Citons tout d'abord l'effet «bandwagon»: celui-ci pousse les indécis à adopter un comportement particulier en votant pour le candidat qui semble avoir le plus de chance de remporter la victoire.

Les sondages peuvent donc ici avoir un effet très vicieux et permettre de biaiser

tout un processus électoral. Même si le Brexit et la victoire de Donald Trump ont esquiné toutes les prévisions, il est primordial de rappeler qu'un sondage évalue l'opinion des électeurs à un moment précis, ce qui peut compliquer l'interprétation des conclusions.

Citons ensuite l'effet «underdog» qui joue en faveur du candidat en retard dans les sondages: il pousse les partisans de ce candidat à se mobiliser davantage. Ainsi, une dynamique peut se créer très rapidement en fonction de l'opinion que se font les électeurs du résultat le plus probable.

Enfin, le livre «*Une théorie économique de la démocratie*» du Professeur Anthony Downs met en avant le concept d'ignorance rationnelle, justifiant le fait qu'un électeur peut renoncer à chercher des

compléments d'informations sur un candidat tout simplement parce que le coût de cette recherche complémentaire serait supérieur à l'enjeu de cette décision.

Face à tous ces constats, permettre aux citoyens de ne s'exprimer qu'une seule fois tous les cinq ans ne relève-t-il plus d'un autre âge? Selon l'écrivain Michel Bauwens, il convient à présent de tout faire pour «enrichir et flexibiliser la démocratie représentative», en permettant par exemple à l'électeur d'attribuer une note aux candidats de son choix, et de non plus simplement choisir les candidats d'une seule et même liste.

Les députés en poste pourraient également recevoir une note de la part des électeurs via une application participative, permettant enfin l'émergence d'un véritable monitoring de nos députés et la fin du système actuel qui ne donne la parole aux électeurs qu'une fois tous les cinq ans.

Outre-Atlantique, les initiatives civic tech sont déjà légion. Celles-ci concernent l'ensemble des plateformes spécifique-

ment conçues pour renforcer l'engagement citoyen, la participation démocratique et la transparence des gouvernements.

En Belgique, le manque d'outils permettant de favoriser l'implication politique des citoyens reste criant. De plus, dans notre système actuel, le gouvernement est certes contrôlé par le Parlement, mais quid du Parlement lui-même?

Une interaction plus dynamique entre députés et citoyens via, par exemple, une plateforme interactive permettrait clairement de favoriser une participation positive des citoyens à la démocratie.

En outre, une telle plateforme fournissant les informations nécessaires sur tous les parlementaires de façon centralisée permettrait non seulement de mettre fin aux spéculations populistes sur la fonction de parlementaire mais également de mettre la lumière sur les profils représentés au Parlement.

La digitalisation a aujourd'hui fait son chemin dans notre société. De nombreux secteurs d'activité se sont vus en conséquence complètement disruptés. Notre système démocratique serait-il le prochain sur la liste?

Une interaction plus dynamique entre députés et citoyens via, par exemple, une plateforme interactive permettrait clairement de favoriser une participation positive des citoyens à la démocratie.